

En pleine pandémie, l'Inde débat des échecs de Narendra Modi

Sophie Landrin

Des intellectuels demandent au premier ministre de démissionner

NEW DELHI - correspondante

Les mots sont durs, sans pitié, sans appel. Pour la première fois depuis l'arrivée au pouvoir de Narendra Modi, en 2014, des voix s'élèvent dans la société civile pour demander le départ du nationaliste hindou, réélu en 2019 pour cinq ans, mais incapable d'anticiper et de gérer la deuxième vague de Covid-19, qui a plongé le pays dans un immense chaos.

« Vous n'êtes plus digne d'être notre premier ministre », écrit Arundhati Roy, la plus célèbre écrivaine indienne, dans un texte publié par le site d'information en ligne Scroll.in et intitulé « Nous avons besoin d'un gouvernement ». L'autrice du *Dieu des petits riens* et du *Ministère du bonheur suprême* est connue pour son opposition au premier ministre indien au nom de la défense des libertés. Mais jamais elle n'était allée aussi loin.

« Nous ne pouvons pas attendre jusqu'en 2024, écrit-elle. Jamais je n'aurais imaginé qu'un jour j'en viendrais à supplier le premier ministre, Narendra Modi, de faire quelque chose pour moi. J'aurais préféré aller en prison plutôt que de lui demander quoi que ce soit. Mais aujourd'hui, alors que la mort nous fauche dans nos maisons, dans la rue, sur les parkings des hôpitaux, dans les grandes comme dans les petites villes, dans les villages, les forêts et les champs, moi, citoyenne ordinaire, je ravale ma fierté et joins ma voix à celle de millions de mes concitoyens pour le supplier, oui, le supplier, de se retirer. Du moins pour un moment. Je vous en conjure, démissionnez. »

Avec le début de la crise, le mot *resign* (« démissionnez ») est apparu sur les réseaux sociaux. La colère des Indiens qui se libère chaque jour davantage est à la mesure du drame que vit l'Inde depuis un mois. Le pays a enregistré, samedi 8 mai, plus de 400 000 cas et près de 4 000 morts, et compte désormais pour 46 % des nouvelles infections par le SARS-CoV-2 dans le monde et un décès sur quatre.

Signe encourageant : le nombre d'infections à New Delhi commence à baisser nettement, sous l'effet du confinement que les autorités ont décidé de durcir et de prolonger. Le taux de positivité est ainsi tombé à 21,6 %, contre 36 % au pic de la crise. Mais la pénurie de lits, de matériel et d'oxygène a gagné une grande partie du territoire, notamment l'Etat du Karnataka (sud) et sa capitale, Bangalore, et l'Uttar Pradesh, le plus peuplé.

Depuis sa défaite aux élections régionales, dimanche 2 mai, Narendra Modi est aux abonnés absents, tout comme son allié, le ministre de l'intérieur, Amit Shah, avec lequel il avait mené une intense campagne au Bengale-Occidental pour tenter de ravir cet Etat. Le site d'information indépendant The Wire, qui pourfend le « *laxisme* » de Modi, demande désormais la mise en place d'une commission d'enquête indépendante sur la gestion de la crise par le gouvernement. « *La deuxième vague de Covid-19 a provoqué une calamité nationale comme l'Inde n'en a pas connu depuis son indépendance. Pire encore, il est de plus en plus évident que cette vague aurait pu être contrée et que des mesures appropriées auraient pu être prises pour minimiser son impact mortel* », écrit le site dans son éditorial du 6 mai.

Le doute s'est immiscé jusque chez les partisans de Modi. Plus aucun Indien n'échappe à la tragédie, de près ou de loin. Comme Rahul, chauffeur de taxi, dans la capitale, ardent défenseur du premier ministre, qui a toujours voté pour le Bharatiya Janata Party (BJP). « *J'ai voté deux fois les yeux fermés pour Modi, mais c'est fini, s'emporte-t-il. J'ai perdu trois amis qui avaient besoin d'oxygène et qui n'ont pas pu être pris en charge par les hôpitaux. J'ai peur pour ma famille que j'ai laissée dans mon village, où tous les gens sont malades. Ni ma mère, ni ma femme, ni mes enfants ne sont vaccinés.* »

Dépasser les divergences

Un des grands politistes indiens, ancien responsable de l'université Ashoka et cible du pouvoir, Pratap Bhanu Mehta, plaide, au contraire, dans le quotidien *The Indian Express*, pour « *une réconciliation temporaire* » et la mise en place d'un plan d'action national, consensuel, pour les deux ou trois prochaines années, élaboré conjointement par les chefs de gouvernement régionaux et le gouvernement central.

« Il existe une colère palpable et justifiée contre l'insensibilité et l'incompétence absolues que le gouvernement central, sous la direction du premier ministre, nous a infligées. Mais la dure vérité politique est que les élections nationales sont dans trois ans. Même si j'en ai envie, un changement immédiat de gouvernement n'est pas la voie rapide ou facile vers la rédemption », écrit le professeur de science politique dans un texte publié vendredi.

Il suggère aux Etats de dépasser leurs divergences avec le gouvernement central et prend pour exemple la rivalité entre Narendra Modi et le chef de gouvernement de Delhi, Arvind Kejriwal, qui n'a fait qu'amplifier la crise de l'oxygène dans la capitale. Il conseille aussi au parti du premier ministre, le BJP, de « *reconnaître qu'aucune lutte contre le Covid ne peut désormais fonctionner sans la coopération de chaque parti* ». « *Si notre politique continue comme d'habitude au cours des prochains mois, la dévastation de nos vies sera incommensurable* », prévient-il.

Dans le même quotidien, *The Indian Express*, le vice-président de l'Inde, Venkaiah Naidu, appelle lui aussi « *à une réponse nationale, avec des gouvernements [régionaux] et d'autres organes de l'Etat* ». « *C'est le moment de s'appuyer sur nos principales forces plutôt que de raconter nos faiblesses. Nous devons éviter de nous montrer du doigt et de nous engager dans un jeu de reproches* ». Il plaide pour l'écoute des « *experts et les personnes sur le terrain* ».

De nombreux experts indépendants ont précisément souligné ces derniers jours les défaillances du gouvernement et son silence face aux messages d'alerte envoyés, à la fin de février et au début de mars, par la communauté scientifique sur l'apparition de variants en Inde et sur la gravité de la crise à venir. Dans son dernier éditorial, la prestigieuse revue scientifique *The Lancet*, pourfend la gestion de Modi et l'appelle à revoir d'urgence sa réponse.